

Violence et lois

ou comment contenir la violence dans la société ?

Pierre Makarovitsch
Consultant
pierre@makarovitsch.net

Résumé

Une attitude dépourvue de violence permet un rapport plus constructif avec l'autre. Des lois déterminent ce qui est acceptable ou non en matière de violence. Ces lois sont issues de l'expérience humaine et sociétale en matière de régulation de la violence.

Abstract

A non violent attitude enables a more constructive relationship with others. Laws set the standards in terms of violence non acceptance. These laws come from human and social experience regarding violence control.

Mots-clés

Liberté, connaissance, humanisme, raison, violence

Keywords

Liberty, knowledge, humanism, reason, violence

Introduction

A l'image des premières monnaies d'échange (poteries grecques, épices, pierres et métaux précieux...), le besoin de sécurité ou de contention de la violence dans les sociétés, est une valeur. Son utilité est la facilitation de l'ensemble des rapports humains afin de rendre constructif tout rapport avec l'autre. Des exemples de rapports non-violents sont : la recherche, le commerce, la communication, le dialogue, l'amour...

Les sociétés les plus enviées aujourd'hui sont celles qui se sont le plus affranchies des conceptions de l'autre fondées sur l'antagonisme et l'hostilité. Cela suppose que les citoyens sont considérés comme égaux en dignité et respectés en tant que tels. Cela suppose des valeurs partagés par tous, par exemple : les droits de l'homme, la laïcité, la liberté (tant qu'elle ne nuit pas à autrui).

Les organisations juridictionnelles nationales ou supranationales ainsi que les acteurs qui les composent apparaissent alors comme des opérateurs de civilisation, sorte de modèle

d'humanisme. Une perspective historique de la civilisation occidentale donne quelques exemples de régulation de la violence.

Mythe et civilisation

Principalement bâtisseurs et soldats, les romains ont hérité du rayonnement politique et culturel grec, dont on retient une forme évoluée de gouvernement : la démocratie, ainsi qu'une vision religieuse et ascientifique de l'histoire : les mythes.

Le mythe est « une histoire vraie, qui s'est passé au commencement des temps, et qui sert de modèle au comportement des humains » (Mircea Eliade). Sorte de légende faisant volontiers appel au merveilleux, le mythe se caractérise par une certaine fonction : avoir une valeur exemplaire et apporter la seule réponse possible à certaines questions qui peuvent se poser en matière d'existence humaine. Pourtant il s'agit souvent d'histoires violentes, cruelles, scandaleuses, mais surtout contradictoires et invraisemblables. Les dieux qui devraient être irréprochables et exemplaires pour l'homme se comportent avec barbarie.

Est-ce à dire que le monde est profondément instable, que personne (fut-il un dieu) ne possède le contrôle absolu, que tout acte créateur, aussitôt accompli, est menacé de destruction ? Il semble donc qu'à l'image du monde, l'environnement naturel dans lequel l'homme vit, est soumis aux forces de la nature, bienfaitrices et violentes à la fois. L'homme (créature complexe) est donc soumis à des schémas de forces intenses, extrêmes et brutales car il est au milieu de l'affrontement de deux forces antagonistes : celle du chaos et celle de l'ordre.

Nombre de tragédies anciennes et modernes réactivent les mythes car il s'agit d'un outil pédagogique fascinant qui permet soit de faire resurgir le souvenir de l'excès barbare dont les sociétés se croient éloignées aujourd'hui, soit de critiquer toute société actuelle en montrant la vraie nature barbare des civilisations. Ces dernières sont alors vues comme des moyens de conquête et de destruction d'autrui et non plus comme des terrains d'entente et de construction de cultures communes. Ainsi ces histoires cruelles inspirent terreur et pitié aux citoyens, leur rappelant leur chance de bénéficier de la sécurité des lois de la cité, leur faisant prendre conscience de la mesure et des valeurs humaines.

Cette vision des règles de la société a cédé le pas à une culture plus rationnelle et scientifique grâce aux savants, philosophes et historiens. Le savoir historique se fonde en effet sur l'expérience et le témoignage, à l'image de la façon dont la jurisprudence se construit.

Renaissance et lumières

Le Moyen-âge est présenté par les humanistes comme une période d'obscurantisme et de barbarie, dix siècles de terreurs et de guerres. En rupture avec les théologiens et la scolastique, Rabelais, Erasme et Montaigne ont la conviction que la connaissance peut renforcer la croyance dans le cadre d'un apprentissage liant mémorisation et esprit critique. Le but de l'humanisme est l'encyclopédisme, savoir universel qui permet non plus d'accepter et de subir le monde tel un don de Dieu mais de mieux le comprendre, le construire. Cela présuppose un usage à bon escient des connaissances, comme une liberté d'aller vers le bien. Cette liberté devient un devoir si l'homme veut prouver qu'il n'est pas esclave du mal, comme le pense Saint-Augustin.

Les autorités religieuses participent peu à peu au progrès d'un certain nombre de valeurs humanistes (par exemple la remise en cause de l'esclavage) dans un contexte philosophique de triomphe de la raison, mais politique de monarchie absolue de droit divin.

Sans être en rupture avec l'humanisme du XVI^e siècle, la philosophie des Lumières du XVIII^e siècle se soucie du passage de la théorie à la pratique, de l'élargissement de l'audience afin que les idées de progrès soient connues de tous et non plus seulement des élites. Le philosophe devient praticien, vulgarisateur, homme d'action dans des domaines aussi variés que la science, l'économie, la politique ou encore le droit. Voltaire, Diderot, d'Alembert font connaître le texte *de la cruauté des supplices et de l'irrégularité des procédures criminelles* de Cesare Beccaria, première réflexion pénale moderne.

L'idée alors largement répandue que l'état le mieux ordonné est celui où le pouvoir se trouve le plus concentré est contestée par Montesquieu dans *L'esprit des lois*, démonstration de la vacuité d'un despotisme qui ne saurait relever de la raison mais plutôt d'un déterminisme aveugle, sans politique, ni ordre, ni droit, engendrant la violence. Par delà le débat sur la forme idéale de gouvernement entre monarchie, république et combinaison des deux, émerge la nécessité d'une légitimité intellectuelle des dirigeants, le pouvoir et la richesse ne pouvant suffire à structurer une société modérée, où la violence est contenue.

L'époque actuelle, paradoxes et espoirs

Les sociétés sont devenues des systèmes complexes mêlant organisations juridictionnelles, politiques, religieuses et économiques, avec pour objectif de davantage « civiliser » l'homme, sur la base de promesses d'augmentation de son espérance de vie, de vie meilleure, de moins de violence.

Pourtant, nombre d'observateurs pointent les insuffisances et poussent à s'interroger sur les réels progrès de l'humanité : tyrannie économique et financière, systèmes de management destructeurs, lenteurs administratives, conditions de détention indignes, violence (physique, verbale, morale) toujours présente à tous les niveaux de la société, parfois dès le plus jeune âge. Le plus préoccupant est la négation forcée des souffrances qui peuvent y être associées et l'inhibition qui en découle (d'autres options ne sont pas possibles.)

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont souvent décrites comme vecteurs de violence et restent mal appréhendées par les législateurs, créant ce faisant une insécurité juridique et de nouveaux espaces d'affrontement autour de la question centrale de la liberté, d'où la nécessité de réguler.

Il s'agit de limiter la violence dans les rapports entre personnes et en société, entre sociétés, entre civilisations et cultures différentes. Essayer de réduire les nuisances qu'elle engendre, tout en sachant et reconnaissant qu'elle est partie intrinsèque de nous-mêmes. Ce n'est pas uniquement en légiférant – même si la loi est nécessaire, voire indispensable – qu'on pourra tendre vers une société globale meilleure. La culture, l'échange apaisé et permanent, le dialogue à tous niveaux sont des vecteurs puissants, ainsi que la volonté de chacun de remplacer la lutte et la fuite par une adaptation mutuelle constructive. Ceci dit, la route à parcourir est encore longue, pleine d'embûches, les efforts nécessaires sont immenses et permanents, pour ne plus se trouver dans la spirale infernale dont parlait déjà Eschyle « la violence engendre la violence », pour arriver à ce que Paul Valéry exprimait si bien: « le droit est l'intermède des forces », ou à ce que Voltaire souhaitait : « C'est à celui qui domine sur

les esprits par la force de la vérité, non à ceux qui font les esclaves par la violence que nous devons nos respects ».

Conclusion

Notre modernité reste complexe et paradoxale, cœur et raison continuent de s'affronter, parfois avec une certaine violence. Une foi constante en l'homme et dans sa capacité à s'auto-civiliser avec persévérance, détermination, sans violence ni contrainte, donc sans despotisme ni barbarie, permet de continuer à croire dans le progrès de la société.

Bibliographie

Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Ed. Seuil, 1972

Cesare Beccaria, *Des délits et des peines*, Ed. GF Flammarion, 1991

Han Fei Zi, *L'art de gouverner*, Ed. Presses du Châtelet, 2010

François Gaudu, *les 100 mots du droit*, Ed. PUF, 2010

Anne Giudicelli, *Caillera... Cette France qui a peur*, Ed. J.-C. Gawsewitch, 2006

M. Giovacchini, cours de lettres en classe préparatoire économique et commerciale, 1996

Laurent Mucchielli (collectif), *La frénésie sécuritaire*, Ed. La découverte, 2008